

Gerhard Ulrich, auteur du livre
« L'Etat de droit » démasqué
Avenue de Lonay 17
CH-1110 Morges – 0041 21 801 22 88
catharsisgu@gmail.com

Morges, le 02.08.16

Madame **Lucienne Fauquex**
Cheffe du service juridique
Ministère public de la Confédération
Taubenstrasse 16
CH-3003 Berne

cc:

A tous les Conseillers d'Etat et députés vaudois
A tous les Conseillers et parlementaires fédéraux suisses
A tous les Membres du Conseil de l'Europe
A qui de droit

Le Ministère public de la Confédération suisse – une organisation criminelle

Madame Fauquex,

Depuis 5 mois j'ai informé votre Office avec insistance du délabrement de l'Etat de droit helvétique. **Par lettre du 27.07.16** vous m'avez enfin honoré avec une réaction écrite. Seuls mes envois entre le 11.03. et le 06.06.16 sont énumérés. Mais le lecteur trouve mes démarches plus récentes sur

<http://www.worldcorruption.info/ulrich.htm>

A la page 2 de votre lettre, vous citez les tâches de base de votre office, entre autres **la protection de l'Etat, la lutte contre les délits des fonctionnaires fédéraux**. Pour terminer cette énumération, vous écriviez: «Pour le surplus, le Ministère public de la Confédération fournit par son travail une contribution essentielle dans la lutte contre la grande criminalité transfrontalière.» Ainsi vous vantez vos prestances vous-mêmes.

Suivent vos conclusions: «L'étude des écrits et de leurs annexes reçus ne remplissent pas les conditions pour faire agir le Ministère public de la Confédération... ».

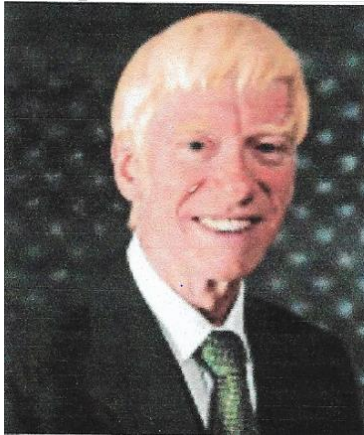
Pourtant, ma **lettre ouverte à Lauber du 03.06.16** accuse les hauts fonctionnaires suivants d'être corrompus/d'avoir trahi leur devoir:

- Roland Max Schneider, «juge» fédéral à la retraite
- Miriam Forni, «juge» pénale fédérale www.swiss1.net/info/aap/forni
- Les Procureurs fédéraux Hansjörg Stadler, Yves Nicolet, Nicolas Cruchet
- Michael Lauber, «Procureur» général de la Confédération.

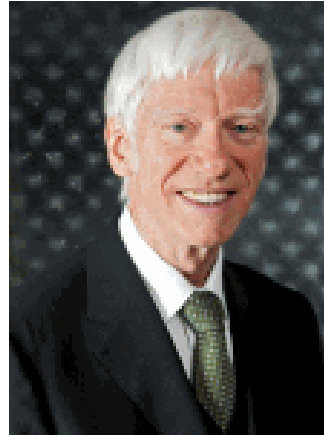
Evidemment, Lauber et ses subordonnés ne peuvent pas enquêter contre eux-mêmes. Ainsi il faut interpréter votre excuse que les conditions d'agir ne seraient pas remplies. Ladite lettre vous a offert sur une tablette les noms de 7 victimes de la corruption de ces fonctionnaires fédéraux, dont 6 numéros de portables des premiers. La septième victime est incarcérée, mais cet homme a écrit le 16.06.16 directement à Lauber. **Comment pouvez-vous prétendre que les conditions d'agir ne seraient pas remplies, puisque vous n'avez rien vérifié?**

La corruption et les escroqueries du «juge» fédéral Max Roland Schneider ont été dénoncé massivement depuis avril 2001, et ses méfaits sont toujours documentés sur Internet: <http://www.worldcorruption.info/schneider.htm>

Vous n'avez qu'à consulter ce portail et appeler les 6 numéros de portable.



Schneider avec la couleur naturelle de ses cheveux



Cheveux teints en blanc pour contraster avec la robe noire

*L'omertà helvetica le protège. Le problème de nous Suisse est que votre **Ministère public de la Confédération est une association criminelle.***

*Votre cécité sélective n'arrange pas les choses.
Avec mes compliments*

Gerhard Ulrich, dissident suisse

*PS: Le livre Le secret le mieux gardé du monde (Obermay/ier, Editions du Seuil) nous apprend que l'avocat zurichois Christoph Zollinger a été le partenaire de Mossfon (Panama Papers). Marc-Etienne Burdet a découvert que Zollinger*** a siégé en 1994 avec Christoph Blocher et Johann Schneider-Ammann au Conseil d'administration d'UBS:*

www.worldcorruption.info/panama-papers.htm

Nos politiciens ne sont manifestement pas motivés d'avoir un Etat de droit.

***** Voir précisions et correctif en cliquant ICI**